

# TECH

## Levée de boucliers contre le plan de sauvetage d'Atos

*Inquiétudes politiques, colère d'actionnaires, plainte judiciaire... Les critiques se multiplient contre la vente d'activités du groupe à Daniel Kretinsky.*

INGRID VERGARA  @Vergara\_I

**TECHNOLOGIE** Le président du conseil d'administration d'Atos, Bertrand Meunier, espérait clore un chapitre de l'histoire d'Atos. Mais l'annonce du projet d'accord sur la vente des activités d'infogérance au holding de Daniel Kretinsky (EPEI) a, au contraire, entraîné une levée de boucliers. Colère de petits actionnaires avec alertes à l'Autorité des marchés financiers, plainte pour « corruption active et passive » déposée par le fonds minoritaire Alix AM auprès du Parquet national financier et une très vive opposition politique... Interpellée sur le sujet mardi à l'Assemblée nationale par le député Alain Marleix, cosignataire en août d'une tribune de 80 parlementaires LR parue dans *Le Figaro*, la première ministre, Élisabeth Borne, a assuré que « même si l'opération était menée à son terme, elle n'aurait aucune incidence en termes de contrôle ou de droit de blocage sur les activités sensibles » de la France.

Au cœur des inquiétudes exprimées par une partie de l'opposition et certains militaires, se trouve la participation de 7,5 % que prendrait

EPEI dans la future société Eviden, qui regroupera les activités cloud, cybersécurité et supercalculateurs d'Atos. Or ces supercalculateurs - les seuls conçus et fabriqués en Europe - sont essentiels à la dissuasion nucléaire française puisqu'ils assurent la simulation des essais.

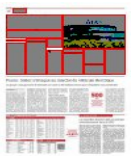
### Concessions

La direction d'Atos assume avoir demandé à EPEI de prendre une part d'Eviden via une augmentation de capital, dans le cadre de l'accord sur la vente des activités d'infogérance (regroupées dans « Tech foundations ») à EPEI. Pour financer le développement d'Eviden, Atos cherche depuis 2022 à ouvrir 30 % de son capital à un actionnaire de référence ou à un pool d'actionnaires. Un temps pressenti, Airbus a refermé le dossier. En vendant 7,5 % du capital au prix de 20 euros l'action (contre 6,30 euros l'action Atos aujourd'hui), Eviden cherche à faciliter son opération de financement, comme l'expliquait Bertrand Meunier. Engagé sur une période minimale de détention, EPEI aura donc un siège au conseil d'administration d'Eviden, mais s'est engagé

à être un actionnaire passif.

De source proche du dossier, devant le tollé suscité, EPEI a écrit aux ministères des Finances et à celui des Armées pour assurer que sa participation était à leur disposition et qu'il accepterait de la céder à un autre actionnaire de leur choix si cela peut éviter tout blocage de la situation. Mais à qui ? Car, si beaucoup de prétendants tournent autour du dossier depuis deux ans, aucune autre offre n'a été faite sur la partie « tech foundations », ni sur les 30 % d'Eviden depuis les discussions avortées avec Airbus, rappelle la direction d'Atos. « Il y a une multitude d'acteurs aux intérêts divergents, qui ne sont pas intéressés par les mêmes actifs » confie un bon connaisseur de la société. D'après *Challenges*, l'idée d'un plan de sauvetage alternatif sans scission serait défendue dans les hautes sphères par Daniel Verwaerde, ex-directeur du Commissariat à l'énergie atomique et administrateur de CS Group, une société présidée par l'homme d'affaires Yazid Sabeg et récemment rachetée par Sopra Steria. Or la scission, décidée lors du plan stratégique du 14 juin 2022 et





votée par les actionnaires d'Atos, est à l'œuvre depuis 18 mois et quasi achevée. Employés, contrats et clients ont été répartis entre, d'un côté, Eviden et, de l'autre, « Tech foundations », dans une opération de séparation d'activité qui a été longue et déjà très coûteuse. Le sort de la cession à EPEI et de l'augmentation de capital sera aux mains des actionnaires, lors d'une assemblée générale extraordinaire. Annoncée pour la fin d'année, elle pourrait être reportée à début 2024, selon un proche du dossier. Nombre d'entre eux se plaignent du manque d'informations complémentaires sur l'opération promises pour l'AG et de conditions financières du deal qui leur semblent trop favorables au holding de Daniel Kretinsky. Le fonds Alix AM conteste, lui, en justice le montant des plans d'intéressement accordés à plusieurs hauts dirigeants d'Atos, dénonçant un potentiel conflit d'intérêts là où les sociétés plaident une pratique courante en cas de rachat pour motiver le management à rester et s'investir. La course d'obstacles s'annonce très longue. ■

» Même si l'opération était menée à son terme, elle n'aurait aucune incidence en termes de contrôle ou de droit de blocage sur les activités sensibles de la France »

ÉLISABETH BORNE,  
PREMIÈRE MINISTRE



L'idée d'un plan  
de sauvetage alternatif  
sans scission  
serait défendue dans  
les hautes sphères.  
Ici, le siège d'Atos,  
en région parisienne.

